



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - MM

Arrêté préfectoral imposant à S.A. INTISSEL des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à WATTRELOS

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, notamment l'article R 512-31;

VU les différentes décisions administratives autorisant la S.A. INTISSEL - siège social : BP 89 80202 PERONNE CEDEX - à exploiter ses activités à WATTRELOS Zone Industrielle de la Martinoire ;

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu par l'article R512-45 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 1997 autorisant la S.A. INTISSEL à augmenter la capacité de production et à étendre la capacité de stockage de son établissement de Wattrelos ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2007 imposant à la S.A. INTISSEL des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement de Wattrelos ;

VU le bilan de fonctionnement fourni par l'exploitant en application de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 susvisé ;

VU l'étude de dimensionnement des rétentions d'eaux d'extinction fournie par l'exploitant en application de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2007 susvisé

VU le rapport de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 27 juin 2008 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 16 septembre 2008 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

Titre I : Généralités

Article 1.1

La société INTISSEL, dont le siège est situé BP 89 – BUIRE COURCELLES – 80202 PERONNE CEDEX, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue, pour la poursuite d'exploitation de son site situé ZI DE LA MARTINOIRE – RUE JACQUART – BP 107 – 59393 WATTRELOS, de respecter les dispositions du présent arrêté.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies en annexe 1, et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Article 1.2

Les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 octobre 1997 sont abrogées :

Article (arrêté du 26 juin 1997)	Remplacé par (article du présent arrêté)
1	Titre I
3.1 et 3.2	2.1
7.1 et 7.5	2.2
8.4, 9.3 et 10	/
18	/
25.3	4.2

Article 1.3

1.3.1

L'exploitant est autorisé à exploiter, sur le site visé à l'article 1.1, les installations suivantes :

RUBRIQUE	SEUILS DE CLASSEMENT	QUANTITE	CLASSEMENT
2311.1	Fibres d'origine végétale, cocons de vers à soie, fibres artificielles ou synthétiques (traitement de, par battage, cardage, lavage, etc.), la quantité de fibres susceptible d'être traitée étant supérieure à 5 t/j	40 t/j	A

2661.1.a	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure à 10 t/j</p>	40 t/j	A
2662.a	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	1261 m ³	A
2915.1.a	<p>Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles</p> <p>1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 1 000 L</p>	5400 L	A
2920.2.a	<p>Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa, :</p> <p>2. Dans tous les autres cas, la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW</p>	808 kW	A
1180.1	<p>Polychlorobiphényles, polychloroterphényles :</p> <p>Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés contenant plus de 30 litres de produits</p>	176 L	D

<p>2910.A.2</p>	<p>Combustion</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW</p>	<p>9,8 MW</p>	<p>D</p>
------------------------	--	---------------	-----------------

La capacité de production est de 4000 tonnes de non-tissés par an.

1.3.2

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration visées à l'article 1.3.1.

Titre II : EAU

Article 2.1 – PRELEVEMENTS D'EAU

L'eau utilisée dans l'établissement provient :

- du réseau industriel alimenté par la Lys pour les chaudières, le refroidissement de certaines machines, le lavage et le process,
- du réseau public de distribution d'eau potable de la ville de Wattrelos pour les bureaux et les locaux sociaux.

La consommation d'eau annuelle n'excédera pas :

- 18000 m³ pour l'eau de la Lys,
- 2880 m³ pour l'eau de ville.

L'exploitant recherche en outre par tout moyen à réduire la consommation d'eau de l'établissement.

Article 2.2 – REJETS

2.2.1. Identification des effluents

Les différentes catégories d'effluents sont :

1. les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées,
2. les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux de lavabos et douches, les eaux de cantine.

Tout rejet non prévu au présent titre est interdit.

2.2.2. Localisation des points de rejet

L'émissaire 1 correspond à un rejet d'eaux exclusivement pluviales et d'eaux non susceptibles d'être polluées.

L'émissaire 2 correspond aux eaux domestiques.

Titre III – Sécurité incendie

Article 3.1 – STOCKAGE DE POLYMERES

La hauteur des stockages de matériaux visés par la rubrique 2662 a de la nomenclature des installations classées est limitée à 3,20 mètres.

Article 3.2 – DEBIT D'EXTINCTION

La défense incendie s'appuie sur la présence de 2 hydrants publics d'un débit simultané supérieur à 150 m³/h sous 1 bar. L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de ces 2 hydrants.

Article 3.3 – BASSIN DE CONFINEMENT DES EAUX EN SITUATION ACCIDENTELLE

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) seront raccordés, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 560 m³. Sa vidange suivra les principes imposés par l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 1997.

Le confinement est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Titre IV – Autres dispositions

Article 4.1 – ELIMINATION DES APPAREILS CONTENANT DES PCB OU PCT

Les appareils visés à l'article 1.3 du présent arrêté sous la rubrique 1180 de la nomenclature des installations classées, et contenant des substances dont la teneur en PCB ou PCT est supérieure à 500 ppm, sont éliminés avant le 31 décembre 2010 dans les conditions prévues aux articles R543-17 à R543-41 du code de l'environnement.

Article 4.2 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA CESSATION D'ACTIVITE

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur déterminé selon les dispositions des articles R.512-75 et R.512-76 du Code de l'Environnement.

Au moins trois mois avant la mise à l'arrêt, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Article 4.3 – BILAN DE FONCTIONNEMENT

Un bilan de fonctionnement des installations de traitements de surfaces visées par l'arrêté du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu par l'article R512-45 du code de l'environnement est réalisé avant l'échéance d'un délai de dix ans à compter de la notification du présent arrêté.

Annexe 1 : Meilleures techniques disponibles

Les meilleures techniques disponibles visées à l'article 1.1 se définissent comme le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

Par « techniques », on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt.

Par « disponibles », on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel ou agricole concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en prenant en considération les coûts et les avantages, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire, pour autant que l'exploitant concerné puisse y avoir accès dans des conditions raisonnables.

Par « meilleures », on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

Les considérations à prendre en compte en général ou dans un cas particulier lors de la détermination des meilleures techniques disponibles dans des conditions économiquement et techniquement viables, compte tenu des coûts et des avantages pouvant résulter d'une action, sont les suivantes :

1. Utilisation de techniques produisant peu de déchets ;
2. Utilisation de substances moins dangereuses ;
3. Développement des techniques de récupération et de recyclage des substances émises et utilisées dans le procédé et des déchets, le cas échéant ;
4. Procédés, équipements ou modes d'exploitation comparables qui ont été expérimentés avec succès à une échelle industrielle ;
5. Progrès techniques et évolution des connaissances scientifiques ;
6. Nature, effets et volume des émissions concernées ;
7. Dates de mise en service des installations nouvelles ou existantes ;
8. Durée nécessaire à la mise en place d'une meilleure technique disponible ;
9. Consommation et nature des matières premières (y compris l'eau) utilisées dans le procédé et l'efficacité énergétique ;
10. Nécessité de prévenir ou de réduire à un minimum l'impact global des émissions et des risques sur l'environnement ;
11. Nécessité de prévenir les accidents et d'en réduire les conséquences sur l'environnement ;
12. Informations publiées par la commission en vertu de l'article 16, paragraphe 2, de la directive 96/61/CE ou par des organisations internationales.

Titre V –Dispositions diverses

ARTICLE 5.1 : - Délais et voies de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE 5.2 : - Notification

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de WATTRELOS,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de WATTRELOS et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

FAIT à LILLE, le 23 OCT. 2008

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord,



